



Marseille, le 26 novembre 2020

## Communiqué

### L'UNION DÉPARTEMENTALE CGT 13 EXIGE L'ABANDON DU PROJET DE LOI DE "SÉCURITÉ GLOBALE"

Un nouveau cap a été franchi par le gouvernement contre **nos libertés individuelles et collectives** avec son projet de loi relative à « la sécurité globale ».

**Ce projet de loi** est une atteinte sans précédent au droit de la vie privée, à la liberté d'informer, au principe d'égalité et aux principes constitutionnels de légalité des peines et délits, il est un cran supplémentaire gravi par le gouvernement dans **la remise en cause du droit de manifester**.

Avec ce projet de loi inique qui légalise la violence d'État, les gouvernants se donnent tous les droits pour imposer par la force leurs choix politiques et réprimer tous mouvements sociaux. Ce texte entérine une politique sécuritaire qui n'est certainement pas au service de la population mais bien pour protéger une politique au service du capital.

Décrets après décrets, lois après lois, Macron et son gouvernement détruisent notre modèle social et l'ensemble des conquises sociales : services publics, emplois, Sécurité Sociale, droit du travail, salaires, assurance chômage, droit syndical...à la grande satisfaction des actionnaires et du grand patronat.

Les travailleurs et leur famille n'ont pas besoin d'une nouvelle loi liberticide mais d'une loi qui interdit les licenciements, les restructurations et les délocalisations, qui taxe les revenus financiers (dividendes, profits, grandes fortunes...) pour répondre aux droits de se soigner, de s'éduquer, de se nourrir, de se loger et se chauffer.

En bref ! le droit de vivre et travailler dignement !

**Pour toutes ces raisons, la CGT des Bouches du Rhône  
exige le retrait de ce projet de loi  
et appelle à manifester**

**SAMEDI 28 NOVEMBRE À 14 H - VIEUX PORT - MARSEILLE**